https://www.snetap-fsu.fr/Jours-de-carence-une-provocation-et-beaucoup-de-mepris-pour-les-fonctionnaires.html

Jours de carence : une provocation et beaucoup de mépris pour les fonctionnaires !

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : vendredi 1er novembre 2024

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Dans le cadre du débat parlementaire sur le PLFSS, le gouvernement annonce son soutien au **passage de un à trois jours de carence pour les fonctionnaires**.

Si elle était adoptée, cette mesure serait une attaque majeure des droits des agents. Elle serait aussi la confirmation que ce gouvernement, sous couvert de prétendues contraintes budgétaires, poursuit son objectif de mise à mal de notre modèle social, à travers une **nouvelle attaque frontale contre la Fonction publique et ses personnels** qui pourtant, font vivre le service public au quotidien sans la reconnaissance qu'ils et elles méritent pourtant chaque jour.

Passer de un à trois jours de carence, c'est faire payer toujours plus les agents malades ; c'est s'obstiner dans une mesure idéologique qui a mille fois montré ses limites (plusieurs rapports attestent que cela n'améliore en rien la présence effective des personnels) ; c'est pousser les agents à se rendre au travail malades, au risque de provoquer par la suite un arrêt plus long.

Passer d'un à trois jours de carence, ce serait aligner la Fonction publique sur ce qui existe de plus défavorable dans le secteur privé. Cette durée n'est effective que pour une petite minorité des salarié-es.

Non content de son attaque sur le délai de carence, le gouvernement prévoit aussi de soutenir une réduction des conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en **supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90 %…**

Non seulement le gouvernement continue de refuser de reconnaître l'engagement et le travail de 5,7 millions d'agent-es publics, mais il s'attaque aux personnels malades.

Après la **confirmation de la poursuite du gel du point d'indice et la suppression de la « garantie individuelle du pouvoir d'achat » (GIPA)**, le gouvernement veut maintenant ajouter un nouvel étage à sa politique anti-fonctionnaires.

Parce que cette politique est nuisible à l'intérêt général, car dégradant un peu plus encore l'attractivité des métiers de la Fonction publique et donc au final l'intérêt de toute la population, elle ne doit pas s'appliquer.

Les éventuelles promesses d'amélioration des conditions de travail ou de renforcement des politiques de prévention ne sont pas crédibles avec le budget d'austérité du gouvernement et le refus de remettre en cause les logiques managériales qui mettent les personnels sous pression.

La FSU réaffirme sa revendication d'abrogation du jour de carence.

La FSU appelle les parlementaires à rejeter l'ensemble de ces mesures régressives et mettra en débat dans le cadre intersyndical l'appel à des mobilisations les plus larges possibles pour y faire échec.

Bagnolet le 27 octobre 2024

Copyright © SNETAP-FSU